



30 Avril 2013

Ouagadougou, Burkina Faso

## LE PARADOXE DES CONDITIONS DE VIE AU BURKINA FASO : DES PROGRES ECONOMIQUES AUX RETOMBÉES SOCIALES LIMITÉES

Afrobaromètre est un réseau de chercheurs africains indépendants menant une série d'enquêtes comparatives sur les opinions des Africains, et couvrant jusqu'à 35 pays pour sa 5<sup>ème</sup> série (2011-2013). Il mesure les attitudes du public en matière de démocratie, évalue la qualité de la gouvernance et les performances économiques, ainsi que les opinions de l'électorat sur d'importantes questions politiques dans les pays étudiés. De plus, Afrobaromètre offre la possibilité de faire des comparaisons au fil du temps, quatre séries d'enquêtes ayant déjà eu lieu, la cinquième étant en cours. Afrobaromètre ne mesure les attitudes des Burkinabè que depuis 2008. Pour la deuxième série, l'enquête s'est faite, comme il y a quatre ans, auprès d'un échantillon de 1.200 hommes et femmes âgés d'au moins 18 ans, avec une marge d'erreur de +/-3% à un intervalle de confiance de 95%. Elle s'est déroulée du 3 au 17 décembre 2012. Les enquêtes Afrobaromètre au Burkina Faso sont coordonnées par le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) et l'Institut pour la Gouvernance et le Développement (IGD).

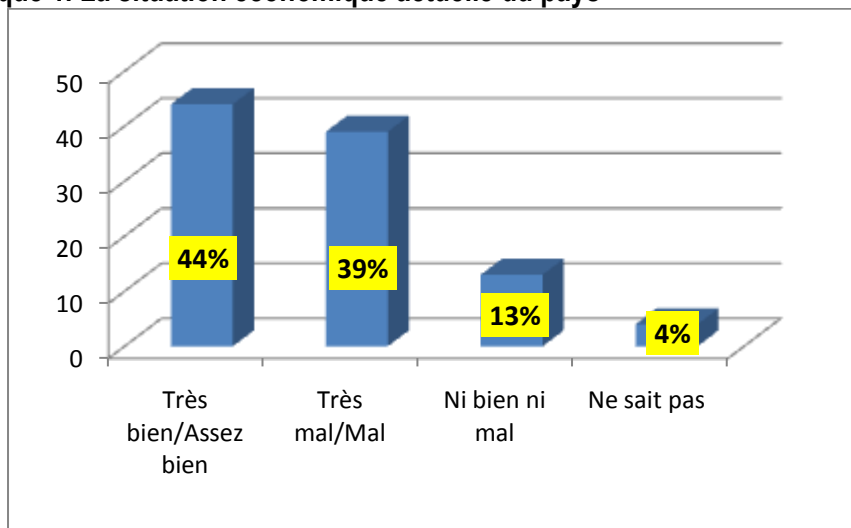
### RESULTATS

En dépit de ses efforts, le Burkina Faso demeure, avec un IDH de 0,343, parmi les pays à «développement humain faible ». Selon le rapport mondial 2012 sur le développement humain publié par le PNUD, aucun changement notable ne s'est produit au Burkina Faso de 2011 à 2012. De 161<sup>e</sup> en 2010, le pays était descendu à la 181<sup>e</sup> place en 2011 sur 187 pays. Comment les Burkinabè eux-mêmes perçoivent-ils leurs conditions de vie au cours de l'année écoulée et dans un futur proche?

S'agissant de la situation économique du pays, on observe que le nombre de Burkinabè qui jugent bonne, d'une manière générale, la situation économique actuelle du pays est plus élevé (44%) que ceux qui pensent le contraire (39%). Cela illustre sans doute une relative amélioration de la situation économique du pays au cours de la période écoulée ainsi qu'en témoigne le taux de croissance de 8% du PIB du Burkina Faso au cours de l'année 2012<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Source: Discours sur l'état de la Nation du Premier ministre Luc Adolphe TIAO prononcé devant l'Assemblée nationale le 4 avril 2013.

**Graphique 1. La situation économique actuelle du pays**



En revanche, s'agissant de leurs propres conditions de vie actuelles, une majorité relative des enquêtés (46%) les jugent mauvaises contre 40% qui les jugent bonnes. Comparé au résultat précédent, une telle situation peut paraître paradoxale. Cela pourrait s'expliquer par une mauvaise ou insuffisante redistribution des fruits de la croissance économique, de sorte qu'une partie des Burkinabè ne ressent pas encore les bénéfices de l'amélioration de la situation économique du pays. Quand ils comparent leurs conditions de vie à celles des autres Burkinabè, plus d'un tiers des répondants affirment qu'elles sont pires (37%) ou identiques (35%) à celles des autres. Un quart environ (23%) affirment qu'elles sont meilleures.

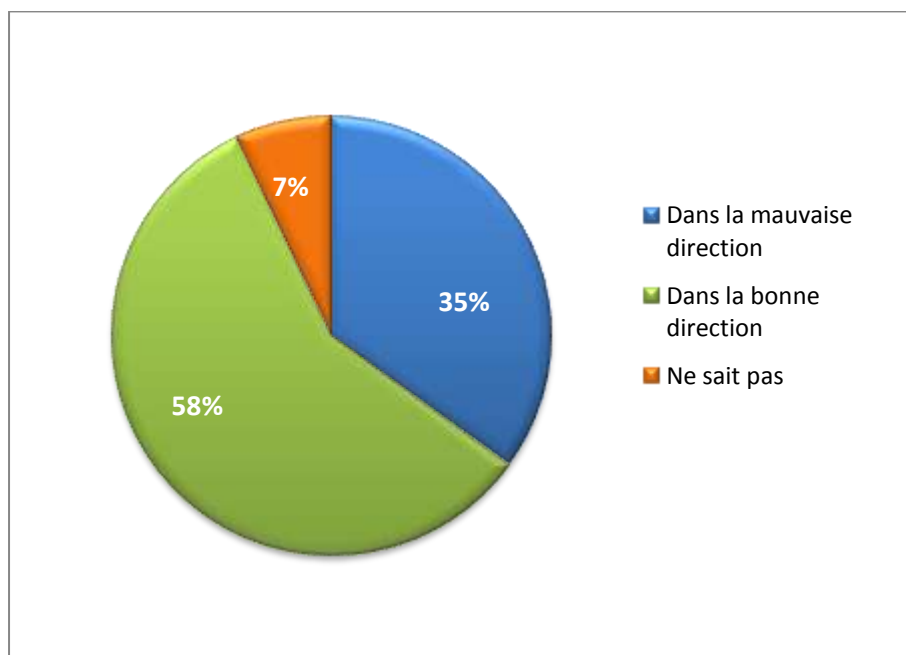
Par rapport à la même époque l'année dernière (c'est-à-dire il y a 12 mois), deux répondants sur cinq (40%) affirment que les conditions économiques du pays étaient meilleures, moins d'un tiers (32%) affirment qu'elles étaient identiques et moins d'un quart (23%) qu'elles sont pires. Le nombre de répondants qui ont perçu une certaine amélioration de la situation économique du pays est donc plus élevé que le nombre de répondants qui estiment que les choses sont restées en l'état ou ont empiré.

Cette relative amélioration de la situation économique du pays est même ressentie par une partie non négligeable des enquêtés. En effet, plus de quatre répondants sur dix (42%) estiment que leurs propres conditions de vie actuelles sont bien meilleures par rapport à la même époque l'année dernière. Moins d'un tiers (31%) affirment qu'elles étaient identiques et un quart (25%) qu'elles étaient pires.

Le fait qu'une majorité relative (42%) ait déclaré que ses conditions de vie actuelles sont meilleures constitue un paradoxe quand on sait qu'une majorité relative (46%) a déclaré précédemment que ses conditions de vie sont mauvaises d'une manière générale. Cela pourrait être interprété comme une reconnaissance à la fois des progrès économiques accomplis mais aussi de l'insuffisance de ces progrès; ce qui ne permet pas de changer de manière significative les conditions de vie des Burkinabè.

Les enquêtés semblent cependant optimistes dans leur majorité concernant le futur. Plus de la moitié d'entre eux (60%) prévoit en effet que la situation économique du pays dans douze mois seront meilleures ou bien meilleures. Il en va de même pour leurs propres conditions de vie d'ici douze mois. Environ les 2/3 des répondants prévoient en effet que leurs propres conditions de vie dans douze mois seront meilleures ou bien meilleures. L'optimisme des enquêtés peut s'observer également à travers leurs opinions sur la direction générale dans laquelle évolue le pays. Plus de la moitié des répondants (58%) considèrent que le pays va dans la bonne direction. Seulement un tiers environ (35%) des enquêtés pense qu'il évolue dans la mauvaise direction.

**Graphique 2. La direction générale dans laquelle évolue le pays**



Cet optimisme contraste avec les conditions de vie difficiles. Ainsi, de nombreux enquêtés (55%) ont dû, au cours des douze derniers mois, faire face au moins une ou deux fois au problème de nourriture insuffisante pour manger à leur faim. Seulement 45% des enquêtés affirment n'avoir pas été confronté à cette situation.

Le problème du manque d'eau potable pour les besoins domestiques semble aussi se poser, mais avec davantage d'acuité. Seulement 38% des enquêtés n'y ont jamais été confrontés. En revanche, environ 62% d'entre eux ont déjà été confrontés à ce problème. Il en va de même pour le problème de manque de médicaments ou de soins médicaux auquel environ 62% des enquêtés a dû faire face au cours des douze derniers mois. Environ 53% des enquêtés ont aussi été confrontés au moins une fois au problème du manque de combustible pour la cuisson des repas. Quant au problème du manque d'argent, il a été mentionné par environ 95% des enquêtés. C'est dire que la pauvreté monétaire est le type de pauvreté le plus répandu.

Pour plus d'information, voir [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)

**Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD)/ Institut pour la Gouvernance et le Développement (IGD)**  
**Ouagadougou, Burkina Faso**  
**[www.cgd-igd.org](http://www.cgd-igd.org)**